

DÉLIBÉRATION n° 2019/109

L'an deux mille dix-neuf et le 27 Septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de LANNEMEZAN, légalement convoqué le 20 Septembre, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire.

Le quorum n'ayant pas été atteint, le Conseil Municipal de LANNEMEZAN, en vertu de l'article L.2121-17 du CGCT, a de nouveau été convoqué le 1^{er} Octobre et s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire, l'an deux mille dix-neuf et le 8 Octobre à 20 h 00. Le Conseil Municipal pouvait alors délibérer valablement à cette occasion sans condition de quorum.

Présents : Mesdames et Messieurs Gisèle ROUILLON, Alain DASSAIN, Madeleine SERIS, Jean-Manuel CAMACHO, Françoise PIQUE, Alain MAILLE, Zoulikha CHEBBAH et Jean-Marie DA BENTA, Adjoints, Isabelle ORTE, Nicole MARQUIE, Pierre DUMAINE, Marie-José PARET, Jean-Pierre CABOS, Pascal AUDIC, Sandrine DURAN, Stéphanie LAGLEIZE, Pierre DELPERIE, Nicolas TOURON, Laurent LAGES, Jean-François CROUAU, Philippe LACOSTE et Stéphanie NOGUES.

Absents ayant donné procuration : Véronique BAZERQUE à Gisèle ROUILLON et Françoise ARVEUX à Philippe LACOSTE.

Absents : Patrick CASTERAN, Joëlle PEYRO, Thomas LECOMPTE et Patrick PALMER.

Secrétaire de séance : Pierre DUMAINE

Objet : Urbanisme - Recours pour excès de pouvoir et référé en suspension - Autorisation d'ester en justice - Désignation d'un cabinet d'Avocats

Un recours pour excès de pouvoir accompagné d'une requête en référé pour suspension a été déposé devant le tribunal Administratif de Pau. Ces requêtes sont dirigées contre un permis de construire délivré le 20 juin 2019 à Mr Yohann Maillard pour un projet de construction de 6 garages. Ce projet s'inscrit dans la continuité de l'achat par cette personne de garages existants à l'arrière du site du groupe scolaire Paul Baratgin.

Les requérants, Mr et Mme Estrade, estiment que la construction de ces garages porte préjudice à leur propriété située en limite de ce projet.

La commune n'étant pas en mesure de défendre ses intérêts seule, il y a lieu de faire appel à un cabinet d'Avocats. Il est proposé de désigner la SCP Bouyssou et Associés, Avocats à Toulouse pour défendre les intérêts de la commune.

Le code Général des Collectivités territoriales et plus précisément l'article 2132-1 précise que le Conseil Municipal doit délibérer sur les actions engagées en justice par la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

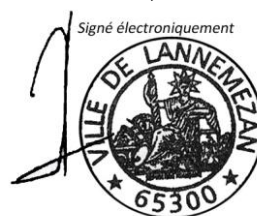
- le Maire entendu, après en avoir délibéré et à la majorité des voix par 20 pour et 5 contre (Laurent LAGES, Jean-François CROUAU, Philippe LACOSTE, Françoise ARVEUX et Stéphanie NOGUES),

DECIDE

↳ d'autoriser M. le Maire à ester en justice ;

↳ de désigner la SCP Bouyssou et Associés pour représenter la commune dans ce contentieux.

Le Maire,



Affiché le 21 octobre 2019